

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
25-26, rue des ailes
ZA n° 2 des ailes
37210 PARCAY-MESLAY

Orléans, le 04/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



PAPETERIES PALM

AV DE MONSEIGNEUR ROMERO

37160 DESCARTES

Références : VAT20220408

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2022 dans l'établissement PAPETERIES PALM implanté AV DE MONSEIGNEUR ROMERO 37160 DESCARTES. L'inspection a été annoncée le 30/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES PALM
- AV DE MONSEIGNEUR ROMERO 37160 DESCARTES
- Code AIOT dans GUN : 0010000663
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société Papetries PALM exploite une unité de fabrication de papier destiné à être transformé en carton ondulé, à partir de vieux papiers.

Le site est équipé de 4 tours aéroréfrigérantes: les TAR 1 à 3, assurant le refroidissement sur la station d'épuration du site, et la TAR4, assurant le refroidissement de la machine à papier n°9.

La puissance totale des installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air est de 6 898 kW.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prévention du risque de prolifération et de dispersion des légionelles,
- gestion des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC 3 VI 21/09/2020 – Formation au risque légionelle	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	/	Sans objet
Demande 1 VI 21/09/2020 - Points de prélèvements pour les contrôles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 33	/	Sans objet
Demande 4 VI 21/09/2020 – Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3	/	Sans objet
Remarque 2 VI 21/09/2020 - AMR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1	/	Sans objet
NC6 VI 02/12/2019 – Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	/	Sans objet
Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.3.3.2	/	Sans objet
Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
Attestation de valorisation	Code de l'environnement du 21/06/2022, article D. 543-284	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC1 VI 21/09/2020 – Fiche de traitement TAR 4	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b	/	Sans objet
NC 2 VI 21/09/2020 – Point de prélèvement des eaux de rejet des TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 36	/	Sans objet
NC 4 VI 21/09/2020 – Entretien préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC 5 VI 21/09/2020 – Bilan annuel de l'exploitation des TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.V	/	Sans objet
NC4 VI 02/12/2019 – Nettoyage annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c	/	Sans objet
Laboratoire en charge de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.c	/	Sans objet
Résultats de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d	/	Sans objet
Emissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 60	/	Sans objet
VLE pour rejet en STEP	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 39	/	Sans objet
Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II	/	Sans objet
Destination des déchets	Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.3.4.2	/	Sans objet
Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
BSD et Trackdéchets	Code de l'environnement du 21/06/2022, article R.541-45.I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : NC1 VI 21/09/2020 – Fiche de traitement TAR 4

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Risque légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.</p> <p>L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.</p> <p>L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p> <p>Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p> <p>Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella pneumophila par la réalisation d'analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.</p> <p>La stratégie de traitement elle-même constituant un facteur de risque, toute modification (produit ou procédé) entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement.</p> <p>Le dispositif de purge de l'eau du circuit permet de maintenir les concentrations en sels minéraux dans l'eau du circuit à un niveau acceptable, en adéquation avec la stratégie de traitement de l'eau.</p> <p>Les appareils de traitement et les appareils de mesure sont correctement entretenus et maintenus, conformément aux règles de l'art. L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.</p> <p>Constats : La stratégie de traitement de la TAR4 comporte tous les items exigés. L'exploitant pourrait utilement comparer les résultats des calculs théoriques de l'impact des biocides utilisés avec les résultats d'analyses des rejets effectuées sur site.</p> <p>Observations : Rappel NC 1 VI 21/09/2020: La fiche de traitement relative à la TAR 4 est incomplète : sont notamment manquants les produits de décomposition des biocides utilisés ainsi que l'efficacité du traitement au regard du risque et des paramètres de l'installation et l'utilisation limitée de produits néfastes pour l'environnement.</p> <p>Consultation du manuel d'exploitation de la TAR4, mise à jour le 02/06/2022, intégrant notamment les caractéristiques du circuit et du matériel, la stratégie de traitement, le plan de surveillance et le programme de maintenance.</p> <p>La stratégie de traitement de la TAR4 comporte tous les items exigés.</p>

<p>Les produits de décomposition des biocides utilisés sont mentionnés: pour le DILURIT BC S system, les produits de décomposition sont des AOX et THM, dont les concentrations dans les effluents font l'objet d'un suivi trimestriel. D'après le manuel d'exploitation, le TURBANION M106 ne génère pas de produit de décomposition.</p> <p>Consultation des résultats des analyses du prélèvement du 31/03/2022 concernant les mesures trimestrielles, et du 30/06/2021 concernant les mesures annuelles sur les rejets de la TAR4: les concentrations en AOX et THM sont inférieures à la VLE de 1 mg/L.</p> <p>D'après le bilan 2021, suite au changement de stratégie de traitement de la TAR4, 10 analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila ont été effectuées pour lesquels tous les résultats sont inférieurs à 1 000 UFC / L. Consultation par sondage des résultats de l'analyse du 08/07/2021, la première effectuée après la modification de la stratégie de traitement (Rapport d'essai N°E21-27035): la concentration est inférieure à 100 UFC/L.</p> <p>Pour justifier l'impact sur l'environnement de la stratégie de traitement, la société en charge du dimensionnement du traitement a effectué des calculs théoriques à partir de la formulation chimique des produits. Ces calculs montrent que les teneurs en DCO, N, P et Zn sur les rejets sont inférieures aux VLE. Contacté au téléphone pendant la visite, le prestataire a indiqué que ces calculs ne tiennent pas compte de la nature de l'eau, et qu'ils ont été comparés avec des résultats de mesures réalisées sur d'autres installations.</p> <p>L'exploitant pourrait utilement comparer les résultats des calculs théoriques avec les résultats d'analyses des rejets effectuées sur site.</p> <p>La stratégie de traitement ne mentionnant pas la substance active du KURIVERTER IK 110, utilisé comme biodispersant, l'inspection a consulté la FDS ainsi que la fiche technique du produit. C'est un oxydant stabilisé minéral. La composition du produit, formulé par la société KURITA, est couverte par le secret professionnel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC 2 VI 21/09/2020 – Point de prélèvement des eaux de rejet des TAR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 36
Thème(s) : Risques chroniques, Risque légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p> <p>Les valeurs limites d'émission ci-dessous s'entendent avant toute dilution des rejets de l'installation de refroidissement.</p> <p>Les rejets ne doivent pas nuire à la sécurité des personnes, à la qualité des milieux naturels, ni à la conservation des ouvrages, ni, éventuellement, au fonctionnement de la station d'épuration dans laquelle s'effectue le rejet.</p>
Constats : Pas de non-respect identifié.
<p>Observations : Rappel NC 2 VI 21/09/2020 (issue de la NC8 de la VI du 12/2019): Le point de prélèvement des eaux de rejets n'est pas représentatif des rejets des TARs.</p> <p>(une analyse des eaux rejetées en sortie de STEP avait été réalisée le 23/09/19 par le laboratoire IANESCO).</p> <p>Chaque point de prélèvement au niveau du rejet des TAR est positionné sur la canalisation de rejet d'effluent en aval immédiat de la TAR concernée. Il est donc représentatif du rejet de chaque TAR. Chaque point est matérialisé sur site, excepté pour la TAR4.</p> <p>Les bordereaux d'analyses de IANESCO ne mentionnent pas le point de prélèvement utilisé (voir ci-après).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Risque légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; — les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; — les dispositions du présent arrêté. <p>En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés.</p> <p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ; — la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ; — les attestations de formation de ces personnes. <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>
Constats : Le plan de formation est incomplet.
<p>Observations :</p> <p>Rappel NC 3 VI 21/09/2020: La formation sur le risque légionelle des personnels de la papeterie PALM et de la société PROTEC, susceptibles d'intervenir sur les TARs, n'a pas été renouvelée dans le délai de 5 ans. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les formations, suivies par les intervenants de la société KURITA et de la société IANESCO, contiennent les éléments prévus à l'article 23 de l'AMPG du 14/12/2013.</p> <p>Consultation du plan de formation. Tous les items exigés sont présents, exceptés les manquements suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - absence d'attestation de formation d'un salarié des papeteries PALM, - le programme de formation suivie par les intervenants de IANESCO ne mentionne pas les dispositions réglementaires.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC 4 VI 21/09/2020 – Entretien préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Risque légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.</p> <p>L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.</p> <p>L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p> <p>Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.</p> <p>Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella pneumophila par la réalisation d'analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.</p> <p>La stratégie de traitement elle-même constituant un facteur de risque, toute modification (produit ou procédé) entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement.</p> <p>Le dispositif de purge de l'eau du circuit permet de maintenir les concentrations en sels minéraux dans l'eau du circuit à un niveau acceptable, en adéquation avec la stratégie de traitement de l'eau.</p> <p>Les appareils de traitement et les appareils de mesure sont correctement entretenus et maintenus, conformément aux règles de l'art. L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
<p>Observations : Rappels VI 21/09/2020:</p> <p>NC 4 2020 : La fiche de stratégie de traitement des TARs 1, 2 et 3 ne mentionne pas : a) les produits de décomposition du biocide TURBANION M106 qui sont susceptibles de se retrouver dans les rejets et les valeurs de concentrations auxquels ils sont rejetés ; b) les valeurs de concentration dans les rejets des produits de décomposition du biocide KURITA F5106.</p> <p>Demande 2 2020 : Compte-tenu de l'utilisation ponctuelle de biocide non oxydant en traitement préventif pour les TARs 1, 2 et 3, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p> <p>Demande 3 2020 : L'exploitant justifie que les circuits des TARs 1 et 2 sont dans un bon état de</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Risque légionelles
surface. Consultation des manuels d'exploitation des TAR 1, 2 et 3, réalisés sur le même modèle que celui de la TAR 4 (voir 1er point de contrôle). Tous les items exigés dans la stratégie de traitement sont présents. Notamment, le choix de celle-ci est justifié. Le Turbanion M106 n'est pas un produit préventif mais curatif. Il n'a pas de produit de décomposition.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC 5 VI 21/09/2020 – Bilan annuel de l'exploitation des TAR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.V
Thème(s) : Risques chroniques, Risque légionelles
<p>Prescription contrôlée : Les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.</p> <p>Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en Legionella pneumophila, consécutifs ou non consécutifs; - les actions correctives prises ou envisagées ; - l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents. <p>Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
<p>Observations : Rappel NC 5 VI 21/09/2020 : Les bilans annuels 2018 et 2019, relatif à l'exploitation des TARs, n'ont pas été transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Consultation du bilan 2021: tous les items exigés sont renseignés. Aucune dérive, ni dépassement de concentration de 1 000 UFC/L en Legionella pneumophila n'a été constaté en 2021. L'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre est succincte, car l'analyse des indicateurs type TH, TAC, ou le suivi des valeurs seuils ou valeurs d'actions (indicateurs du plan de surveillance) ne sont pas mentionnés. L'exploitant indique que la société KURITA effectue une visite mensuelle au cours de laquelle elle vérifie par analyse le respect des indicateurs du plan de surveillance sur les eaux. Consultation du compte-rendu de la visite de mars 2022. L'exploitant pourrait utilement reporter les commentaires des visites de contrôle mensuelles de KURITA ainsi que les actions menées en réponse dans le carnet de suivi et le bilan annuel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Risque légionelles
Prescription contrôlée : a) Sur la ou les canalisation(s) de rejet d'effluents de l'installation de refroidissement sont prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). Ils sont représentatifs du fonctionnement de l'installation et de la qualité de l'eau de l'installation qui est évacuée lors des purges de déconcentration. Dans le cas d'un site comprenant plusieurs tours ou circuits de refroidissement, ce point de prélèvement peut se situer sur le collecteur de rejets commun de ces installations ; b) Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène ; c) Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le point de prélèvement pour le rejet de la TAR 4 n'est pas matérialisé/identifié sur site.
Observations : Rappels VI 21/09/2020 - Demande 1 : L'exploitant justifie que le point de prélèvement de la TAR 4 est correctement identifié. Vérification sur site de la présence d'un point de prélèvement sur la canalisation de rejet d'effluent de chaque TAR. Chaque canalisation est également équipée de sondes de conductivité, de température et de purge de déconcentration automatique. L'injection des produits de traitement est asservie aux mesures en supervision.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Risque légionelles
<p>Prescription contrôlée : b) Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</p> <p>Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement. En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, ceci afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, ce qui fausse l'analyse. En cas de traitement continu à base de biocide oxydant, l'action du biocide dans l'échantillon est inhibée par un neutralisant présent dans le flacon d'échantillonnage en quantité suffisante.</p>
Constats : Les modalités de prélèvement en vue de l'analyse des légionelles sur les TAR 1,2 et 3 ne permettent pas de s'affranchir de l'influence des produits de traitement.
<p>Observations : Rappels VI 21/09/2020 - Demande 4 : L'exploitant justifie que le délai d'au moins 48 heures entre l'injection ponctuelle de biocide non oxydant (1 fois par jour pour les TARs 1 et 2 et une fois tous les 2 jours pour la TAR 3) et les prélèvements mensuels d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est respecté.</p> <p>Concernant la TAR4, le traitement préventif est assuré par l'injection d'un biocide oxydant (DILURIT BC S system) tous les jours 5 à 6 fois par jour. Lors du prélèvement pour analyse des légionelles, l'action du biocide dans l'échantillon peut être inhibée par un neutralisant présent dans le flacon d'échantillonnage.</p> <p>Concernant les TAR 1, 2 et 3, le traitement préventif est assuré par l'injection de biocide non oxydant (KURITA F5106) une fois par jour pour les TARs 1 et 2 et une fois tous les deux jours pour la TAR 3. Le délai de 48h à respecter après l'injection de biocide avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> ne peut donc être respecté.</p> <p>Concernant le traitement en curatif, le délai de 48h à respecter après l'injection de biocide avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est indiqué dans la procédure de désinfection de niveau 1 et de niveau 2 dans le manuel d'exploitation des TARs.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remarque 2 VI 21/09/2020 - AMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1
Thème(s) : Risques chroniques, Risque légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ; - les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ; - un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; - les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. <p>En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : L'AMR est incomplète. Elle n'intègre pas de schéma de principe des installations.
<p>Observations : Consultation de l'AMR mise à jour le 13/06/2022 par l'exploitant sur la base du Guide KOSAMTI</p> <p>2 facteurs de risques avec risque résiduel supérieur à 32, conduisant à mettre en place les actions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chiffrage du remplacement de la TAR2 (action en cours) - Installation d'un compteur d'eau d'appoint sur la TAR 1 (action en cours). <p>L'exploitant pourrait utilement reprendre les actions à mettre en place dans le plan d'action.</p> <p>L'AMR n'intègre pas de schéma de principe des installations.</p> <p>Le plan de surveillance et le plan d'entretien contiennent les items exigés.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC4 VI 02/12/2019 – Nettoyage annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c
Thème(s) : Risques chroniques, Risque légionelles
Prescription contrôlée : Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an. Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles. Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en oeuvre de mesures compensatoires [...]
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : Rappel NC 4 VI 02/12/2019 : Même si l'intervention est portée au carnet de suivi, aucun justificatif de nettoyage annuel n'a pu être présenté. Consultation du bilan 2021 : indication d'un nettoyage annuel de la TAR 1 en 2021. Arrêt de 4h non porté au carnet de suivi car inférieur à une journée (à la différence de l'arrêt de la TAR 4 qui a duré 4 jours) Consultation de la procédure de nettoyage. Consultation du certificat de nettoyage désinfection par PROTEC du 03/07/2019. Consultation des certificats de nettoyages des TARs par PROTEC Tabutaud: TAR3 le 19/04/2022, TAR 1 le 26/04/22, TAR 2 le 19/04/2022
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2
Thème(s) : Risques chroniques, Risque légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; – les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; – les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ; – les périodes d'arrêts complet ou partiels ; – le tableau des dérives constatées pour la concentration en Legionella pneumophila, permettant le suivi de la mise en oeuvre des actions correctives correspondantes ; – les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ; – les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en oeuvre) ; – les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs. – les modifications apportées aux installations. <p>Sont annexés au carnet de suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le plan des installations, comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement, avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ; – l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ; – les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque légionelles ; – le plan de formation ; – les rapports d'incident et de vérification ; – les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées, tels que définis au point V du présent article, relatifs aux résultats des mesures et analyses ; – les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en Legionella pneumophila et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I-3 du présent article ; – les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau telle que définie à l'article 60. <p>Le carnet de suivi est propriété de l'installation.</p> <p>Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées ou une Vérification.</p>
Constats : L'exploitant ne constitue pas un carnet de suivi autoportant contenant tous les éléments exigés.
<p>Observations : Rappel NC 6 VI 02/12/2019 : Le carnet de suivi ne contient pas de suivi mensuel des volumes d'eaux consommés et rejetés.</p> <p>Tous les éléments constitutifs du carnet de suivi ont été visualisés par l'inspection. Cependant, ces éléments ne sont pas assemblés dans un document unique.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Laboratoire en charge de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.c
Thème(s) : Risques chroniques, Risque légionelles
Prescription contrôlée : Le laboratoire chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) répond aux conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">– le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ;– le laboratoire rend ses résultats sous accréditation.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Le laboratoire chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila est le laboratoire IANESCO. Celui-ci est accrédité COFRAC (accréditation N° 1-6209) pour : <ul style="list-style-type: none">- l'échantillonnage et le prélèvement d'eau,- les analyses microbiologiques d'eau. Les mesures de Legionella pneumophila sont couvertes par l'accréditation, ainsi que le précisent les rapports d'analyses.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Résultats de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d
Thème(s) : Risques chroniques, Risque légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats sont présentés selon la norme NF T90-431 (avril 2006) ou toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées. Les résultats sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).</p> <p>L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> ou en <i>Legionella species</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire.</p> <p>Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :</p> <ul style="list-style-type: none"> – coordonnées de l'installation ; – date, heure de prélèvement, température de l'eau ; – date et heure de réception de l'échantillon ; – date et heure de début d'analyse ; – nom du préleveur ; – référence et localisation des points de prélèvement ; – aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ; – pH, conductivité et turbidité de l'eau au lieu du prélèvement ; – nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ; – date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés. <p>Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.</p> <p>L'exploitant s'assure que le laboratoire l'informe des résultats provisoires confirmés et définitifs de l'analyse par des moyens rapides (télécopie, courriel) si :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse dépasse le seuil de 1 000 UFC/L. – le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse rend impossible la quantification de <i>Legionella pneumophila</i> en raison de la présence d'une flore interférente.
Constats : Pas de non-respect identifié.
<p>Observations : Consultation des bordereaux des dernières analyses effectuées: analyses du 23/05/2022 réalisées sur les rejets des TARs 1, 2, 3 et 4.</p> <p>Tous les items exigés sont présents.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Emissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Risque légionelles
Prescription contrôlée : Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée a minima selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les paramètres énumérés ci-après. Ces mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministère de l'environnement sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation, constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Les résultats des mesures sont annexés au carnet de suivi et mis à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : Consultation par sondage des derniers bordereaux d'analyse des rejets trimestriels (31/03/2022) et annuel (30/06/2021) pour la TAR4. Pour l'analyse trimestrielle, tous les paramètres exigés sont présents. Sont analysés en complément la température et le pH. Pour l'analyse annuelle, tous les paramètres exigés sont présents. Sont analysés en complément l'acide acétique et l'acide formique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : VLE pour rejet en STEP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Risque légionelles
Prescription contrôlée : Raccordement à une station d'épuration. I. — Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte. Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas : MEST : 600 mg/l ; DCO : 2 000 mg/l ; Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ; Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l. Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelle convention de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration, ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements. Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel. Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter. II. — Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, notamment au regard des biocides utilisés, l'exploitant présente dans son dossier les valeurs limites de concentration auxquelles elles seront rejetées.
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : Les eaux sont rejetées et traitées dans une station d'épuration interne au site. Consultation par sondage du dernier rapport d'analyse annuel de la TAR4 (30/06/2021) et du dernier rapport d'analyse trimestrielle (31/03/2022): les résultats sont inférieurs aux VLE. L'exploitant pourrait utilement demander au laboratoire d'analyses de préciser dans le rapport les VLE pour chacun des paramètres analysés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : – les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : – les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an. Cette déclaration comprend : – la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe « de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée »; – la quantité par nature du déchet ; – le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; – le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
Constats : Pas de non respect identifié.
Observations : Consultation de la déclaration GEREP pour l'année 2021. L'exploitant a déclaré la quantité de déchets dangereux et non dangereux expédiés par l'installation. Tous les items exigés sont renseignés. L'exploitant n'a pas déclaré la quantité de déchets réceptionnés (vieux papiers), mais il n'y est pas soumis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : NC6 VI 23/01/2019 - Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets produits sont stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs...) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques. Toutes précautions sont prises pour que : <ul style="list-style-type: none">• les dépôts soient en constant état de propreté et non générateur d'odeurs,• les mélanges de déchets ne soient pas à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs,• il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,• les emballages soient repérés par les seules indications concernant le déchet,• les déchets conditionnés en emballages soient stockés sur des aires couvertes et ne puissent pas être gerbés sur plus de deux hauteurs. Les cuves servant au stockage de déchets sont réservées exclusivement à cette fonction et portent les indications permettant de reconnaître lesdits déchets. Les déchets ne sont stockés, en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Toutes les précautions sont prises pour limiter les envols. Les bennes contenant des déchets générateurs de nuisances sont couvertes ou placées à l'abri des pluies. Les bennes pleines ne restent pas plus de 15 jours sur le site, sauf en cas d'indisponibilité de la filière d'élimination.
Constats : Le constat de la visite du 23/01/2019 est maintenu. Tous les déchets conditionnés en emballages ne sont pas stockés sur des aires couvertes.
Observations : Rappel NC 6 VI 23/01/2019 : Tous les déchets conditionnés en emballages ne sont pas stockés sur des aires couvertes. L'exploitant communiquera à l'inspection la date à laquelle le stockage des déchets et produits neufs au sud du bâtiment de stockage des bobines sera amélioré. Le jour de la visite, l'inspection constate que la plupart des déchets produits par le site sont stockés sur une aire à l'extérieur, au sud-est du site. Cette aire est étanche, mais non couverte. L'inspection y a identifié les déchets suivants: <ul style="list-style-type: none">- des DEEE stockés dans des bacs plastiques fermés par des couvercles,- des ferrailles stockées en vrac dans des bennes métalliques,- des huiles usagées stockées dans des bidons fermés,- des graisses usagées stockées dans des bidons/seaux fermés, Les contenants portent des étiquettes identifiant la nature des déchets contenus, le code CED correspondant, et indiquant les mentions de danger.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Destination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2005, article 3.3.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés est assurée dans des installations dûment autorisées ou déclarées à cet effet [...] Un tri des déchets tels que le bois, le papier, le carton, le verre, les métaux,...est effectué en vue de leur valorisation. [...] L'exploitant doit être en mesure de justifier le caractère ultime, des déchets mis en décharge. [...]
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Le tri des déchets de papier, carton et métaux a été visualisé sur le site, notamment dans l'atelier de maintenance et sur l'aire de stockage des déchets au sud-est du site. L'exploitant indique privilégier la valorisation matière autant que possible: - les fibres de cellulose non calibrées sont envoyées en cartonnerie ou en compostage, - les boues sont envoyées en compostage. Pour les torons, des essais de valorisation matière sont en cours, mais à défaut, ils sont pour l'instant envoyés en enfouissement. Pour les refus plastiques, aucune solution de valorisation matière n'a été identifiée pour le moment, ils sont envoyés en incinération (30%) et en enfouissement (70%) car l'incinérateur ne peut pas prendre tout le volume produit. D'après le registre des déchets sortants de 2021 et la déclaration GERE 2021, les déchets produits sont envoyés pour élimination dans des installations autorisées à cet effet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes: a) Concernant la date de sortie de l'installation: – la date de l'expédition du déchet; b) Concernant la dénomination, nature et quantité: – la dénomination usuelle du déchet; – le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement; – s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement; – le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée; – le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique; – la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3; c) Concernant l'origine du déchet: – l'adresse de l'établissement; – l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement; – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets; d) Concernant la gestion et le transport du déchet: – la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco- organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement; – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement; – la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant; e) Concernant la destination du déchet: – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié; – le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets; – la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement; – le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé; – le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : Pas de non respect identifié.
Observations : Consultation par sondage du registre des déchets sortants 2021. Tous les items exigés sont renseignés. La quantité de déchets sortants est indiquée en kg et non en tonne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes: a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement: – la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet; b) Concernant la dénomination, nature et quantité: – la dénomination usuelle du déchet; – le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement; – s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement; – le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée; – le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique; – la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3; c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet: – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets; – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets; – l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets; – la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement; – la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant; – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement; d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement: – le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets; – le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé; – le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée
Constats : Le registre des déchets entrants est incomplet.
Observations : Consultation par sondage du registre des déchets entrants 2021. Celui-ci ne contient pas tous les items exigés (manque notamment la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé). L'exploitant évoque des difficultés à renseigner les informations concernant les transporteurs et les négociants.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : BSD et Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/06/2022, article R.541-45.I
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. [...]
Constats : Pas de non respect identifié.
Observations : Pour suivre la traçabilité des déchets dangereux sortants, l'exploitant utilise Trackdéchets avec son prestataire PROTEC. Consultation par sondage des BSD concernant des déchets 15 02 02* traités le 12/04/2022 chez TRIADIS à Rouen après regroupement chez PROTEC à Nouâtre (BSD sortant et BSD de regroupement). Essai en direct de l'édition du registre des déchets dangereux sortants sur Trackdéchets : seules les informations issues des bordereaux "production" sont reportées dans le registre (jusqu'à l'installation de regroupement le cas échéant). Les informations sur la destination pour les déchets qui sont envoyés en élimination après passage sur un site de regroupement n'apparaissent pas.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Attestation de valorisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/06/2021, article D. 543-284
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets « de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre » l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.
Constats : L'exploitant ne délivre pas d'attestation de valorisation aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé les déchets de papier utilisés comme matière première sur le site.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet